



Annales historiques de la Révolution française

353 | juillet-septembre 2008

Un siècle d'études révolutionnaires 1907-2007

Un effort missionnaire : la révolution française et le CISH

Un effort missionnaire: The French Revolution and the CISH.

Alan Forrest



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/10888>

DOI : 10.4000/ahrf.10888

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2008

Pagination : 259-273

ISBN : 978-2-200-92515-4

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Alan Forrest, « Un effort missionnaire : la révolution française et le CISH », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 353 | juillet-septembre 2008, mis en ligne le 01 septembre 2011, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/10888> ; DOI : 10.4000/ahrf.10888

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

Tous droits réservés

Un effort missionnaire : la révolution française et le CISH

Un effort missionnaire: The French Revolution and the CISH.

Alan Forrest

- 1 Imaginer que les premières réactions de la Société des études robespierristes envers le nouveau Comité international des sciences historiques, fondé dans les années vingt après le retour de la paix en Europe, furent chaleureuses ou accueillantes, pour ne pas dire qu'elles représentaient un véritable « effort missionnaire » dans une Europe fracturée par les divisions idéologiques, serait sérieusement trompeur. À vrai dire, les débuts ne promettaient rien de bon ; et dans les pages qui suivent je chercherai à offrir une analyse des relations souvent incertaines et à certains moments assez périlleuses entre deux organisations, toutes deux conçues, mais d'une façon très différente, pour faire avancer la recherche et ainsi contribuer à la diffusion de la science historique dans le monde. Bien sûr, les robespierristes sont de plusieurs années les aînés, notre société célébrant aujourd'hui son centenaire pendant que le CISH - le Comité international des sciences historiques - ne date que de 1926, époque de son premier congrès tenu à Oslo. Cela dit, l'idée d'un tel organisme international remontait à l'avant-guerre, et le Comité peut trouver ses origines dans une série de réunions tenues bien antérieurement à sa formation légale. Car, en 1926, les congrès internationaux des sciences historiques étaient déjà largement connus et bien fréquentés, rassemblant tous les cinq ans des historiens de divers pays et ayant des approches méthodologiques diverses. Les origines du CISH sont à trouver dans les dernières années du dix-neuvième siècle, période clef dans la redéfinition de l'histoire et son incorporation dans le corpus académique européen, période également de transition, marquée par un fort renouveau de l'histoire en tant que discipline scientifique. C'est dans ce contexte que le premier congrès, dédié à ce qu'on choisit d'appeler « l'histoire diplomatique », fut convoqué à La Haye en 1898, préliminaire d'un second, sur « l'histoire comparative », qui se déroula à Paris en 1900 dans le cadre de l'Exposition universelle. Ces deux réunions furent reconnues comme réussies ; ensuite, quelques-uns des congrès qui suivirent, ceux de Berlin en 1908 et de Londres en 1913, manquèrent de l'élan des premiers. Mais la pratique de tenir des congrès internationaux

d'historiens, chacun poursuivant l'étude de méthodologies et de thèmes spécifiques, avait débuté, et serait reprise après la fracture inévitable occasionnée par la Grande Guerre. La situation politique joua ici un rôle capital, car c'est la guerre qui fut à l'origine de la fondation du CISH, résultat d'une nouvelle volonté de dialogue entre les divers pays de l'Europe.

- 2 Mais il faut admettre, avec l'ancien président du CISH, Karl Dietrich Erdmann, qui a écrit sur sa genèse et ses débuts à l'occasion de son soixantenaire en 1986, que cet internationalisme de l'après-guerre était restreint, et que les tensions et les animosités restaient vives entre gouvernements mais aussi parmi les historiens eux-mêmes. Quand on appela les historiens de différents pays à un nouveau congrès international, à Bruxelles, cette fois en 1923, on ne peut que remarquer les absents, et si les Français y furent relativement nombreux - parmi eux les jeunes pionniers des futures *Annales : économies, sociétés, civilisations*, Lucien Febvre et Marc Bloch -, il n'y avait aucune représentation des anciens pays ennemis - l'Allemagne en premier lieu, mais aussi l'Autriche, la Hongrie et la Turquie - tellement vifs étaient les souvenirs de la guerre et de l'occupation en Belgique. La Suède, pour sa part, s'abstint de se faire représenter, sans doute pour protester contre cette politique d'exclusion. Mais, remarquablement, dans cette atmosphère peu fraternelle, c'est à Bruxelles, dans ce congrès abruti et vicié par la politique, qu'on réussit à élaborer une série de résolutions critiques pour relancer l'esprit d'internationalisme, résolutions qui mèneraient à la création du Comité international. Le congrès de Bruxelles eut aussi une signification historiographique considérable, car c'est le moment où une nouvelle génération poussait l'étude de l'histoire vers l'économie et le social, encouragée dans cette entreprise par des historiens américains comme Jameson et Leland, et par le grand médiéviste belge qui fut peut-être le personnage dominant du congrès, Henri Pirenne¹. À Bruxelles, on chercha à recréer une vraie communauté historique sur les ruines de la guerre. Mais on avait aussi l'ambition plus purement scientifique d'innover, d'élargir le domaine propre de l'histoire, de renouveler une historiographie démodée. C'est de cette ambition et de cette largeur d'esprit, soutenues par de l'argent de la Fondation Spelman-Rockefeller, que le CISH est né.
- 3 Mais sa naissance fut controversée, surtout parmi les universitaires traditionnels et académiques qui ne partageaient pas tous l'approche inclusive et œcuménique des fondateurs. Car dès ses commencements le CISH eut un aspect politique ; il jouissait du soutien de la Société des nations et de la Commission de coopération intellectuelle, qui étaient toutes deux attirées par la capacité du nouvel organisme de tenter de réunifier un monde déchiré par l'expérience de la guerre et de plus en plus menacé, après la révolution soviétique de 1917, par de nouvelles fractures idéologiques. On se disputait ouvertement sur le caractère du CISH et le fonctionnement de ses activités. Devait-on, comme insistaient les Scandinaves, inviter les historiens de tout pays, sans considération de l'idéologie de leur gouvernement ou des alliances de celui-ci dans la Grande Guerre dont le souvenir dominait toujours les relations internationales ? Ou bien, comme le pensaient surtout les délégués français et belges présents à Bruxelles, trouvait-on que la situation politique en Europe n'avait pas suffisamment évolué depuis 1918 pour leur permettre d'inclure les Allemands et leurs alliés de 1914 ? La question est politique également d'une autre façon. Comment devait-on inviter les participants ? Devait-on borner la participation aux membres de délégations nationales officielles - car le mouvement avait eu ses origines dans les associations d'historiens nationaux - ou ouvrir les portes à tous, même à ceux qui arrivaient sans recommandation ni affiliation

institutionnelle ? Les rixes et les conflits sur l'organisation et le fonctionnement du CISH sont parfois rudes, sinon acrimonieux, mais il faut comprendre qu'ils ont lieu à un moment historique, moment où ces questions ont aussi une résonance diplomatique. L'Europe est en proie à un nouvel internationalisme et à l'esprit de Locarno, signé en 1925, et les fondateurs du CISH sont aussi influencés par l'internationalisme de leur bienfaiteur principal, la fondation Rockefeller². D'ailleurs, les Américains n'étaient pas pour rien dans les congrès du CISH pendant ces années fondatrices, également années de restructuration politique et de mondialisation. Eux aussi, ils cherchaient à renouveler, là où ils le pouvaient, la coopération entre historiens de différentes nations, coopération qui avait débuté avant 1914 mais qui, partout, avait largement succombé aux haines de la guerre. Ce n'est pas un hasard si, parmi les premiers grands projets du CISH, on note la production d'une nouvelle bibliographie historique, ouverte et véritablement internationale, outil qu'on pensait utile à tous, et d'une valeur spéciale pour les pays tenus à l'écart de la communauté internationale.

- 4 Devant ces initiatives, quelles sont les réactions de notre société et de l'école de la Sorbonne, qui étaient, même à l'époque, fortement liées l'une à l'autre ? La Société des études robespierristes fut représentée à Bruxelles, et le congrès suscita deux pages de commentaires dans les *Annales historiques de la Révolution française* de 1923, commentaires en grande partie peu flatteurs pour l'organisation du congrès, qui est beaucoup trop dispersée selon l'opinion de la revue, pour laquelle - et c'est Albert Mathiez lui-même qui contribue à une large part de ces chroniques - il n'y avait que très peu d'avantages à voir dans « une vingtaine de sections et de sous-sections qui fonctionnaient dans des locaux séparés ». Et s'il n'aimait pas la structure, l'assistance lui plaisait encore moins. Il y avait, d'après les robespierristes, trop peu de professionnalisme dans le déroulement des affaires du Congrès de Bruxelles ; on invite à parler ou à présider les séances des gens sans titre universitaire, des érudits, des étudiants, bref des gens regardés comme sous-qualifiés par le monde sorbonnard. On y est assujetti à trop de communications médiocres, et à trop peu de vraie science. L'article déclame fortement contre cet esprit d'amateurisme : « Peut-être ces inconvénients auraient-ils été évités si des règles avaient été posées tant pour l'inscription au Congrès que pour l'inscription des communications. Beaucoup d'étudiants ont été admis à se faire inscrire, de même que beaucoup d'historiens amateurs insuffisamment instruits ou qualifiés. S'ils n'avaient fait qu'encombrer les salles du Congrès, dit Mathiez, ç'aurait été peu de chose, mais plus d'un avait une communication à placer, des observations plus ou moins saugrenues à présenter sur les communications des autres ».
- 5 C'est sans doute une attitude assez répandue parmi ceux que les fondateurs du CISH avaient tendance à dénoncer comme les « mandarins » des vieilles universités. Et il faut peut-être admettre que le ton de cette chronique des robespierristes sur le congrès de Bruxelles nous invite au moins à nous demander s'ils ne s'associent pas à ce « mandarinat ». Peut-être que le congrès n'avait pas été des plus productifs en matière de nouvelles idées ou de spéculations critiques. Peut-être que sa manière de fonctionner, avec des délégations quasi-officielles envoyées par les académies nationales, n'encourageait guère l'esprit d'innovation ou de renouveau. Mais le ton des *Annales* frôlait parfois le dédain³. La revue parle d'« incohérence » dans les séances et de « confusion dans les travaux du Congrès ». Ses critiques sont mesurées et raisonnées, sans aucun doute jusqu'à ce point. Mais elle continue ainsi : « Telle communication, dont l'auteur était un avocat à Lille, sur les débuts de la Révolution dans une commune rurale, n'était

pas à sa place dans un congrès international et n'aurait même pas été supportable dans un simple congrès régional de sociétés savantes ». On se demande si c'est le sujet, indigne aux yeux de la chronique, ou l'intervention d'un avocat d'une ville de province, qui cause cette explosion démesurée d'indignation.

« Or, la discussion, dans certaines sections, a été pour ainsi dire inexistante, non seulement parce que le temps qui lui était consacré était insuffisant, mais aussi parce que les présidents qui dirigeaient les débats ne savaient pas leur métier ».

- 6 D'un ton plus constructif, elle continue en demandant aux organisateurs du prochain congrès un fonctionnement plus fluide, pour ne pas risquer le morcellement de l'histoire en tant de sujets apparemment exclusifs les uns des autres, et surtout pour encourager le débat. Mais elle exige aussi qu'on exerce dorénavant un contrôle plus sévère sur le choix des communications. Les organisateurs du congrès avaient trahi leur manque d'expérience et la jeunesse de leur organisation, en acceptant trop légèrement les communications proposées, ou pour ne pas déplaire ou offenser les délégués, ou pour équilibrer les inégalités entre les nations participantes. Mais que faire ? « Il faut en réduire le nombre pour en augmenter la qualité », jugent les *Annales*. Et il semble que « les communications sur les points controversés, sur les problèmes à résoudre, devraient avoir la préférence ».
- 7 Dans ce compte rendu du congrès de Bruxelles, les robespierristes prenaient leurs distances envers les tendances un peu lénifiantes de ces congrès internationaux où toute opinion, toute délégation, tout intérêt avaient droit à se faire entendre, ce qui risquait en conséquence de banaliser le débat et de décourager le contentieux. C'est une tendance qui a été remarquée, d'ailleurs, à d'autres moments de la vie du CISH, et qui reparait à chaque tournant de l'histoire du Comité. En 1991, par exemple, dans les mois qui suivent la destruction du Mur à Berlin, on entend le président du moment, Théo Barker, demander lui-même des changements dans le fonctionnement de l'organisation pour répondre au nouveau climat et une réflexion sur les buts et les ambitions du CISH. Il reconnaît qu'il y a dans le CISH, comme dans toute organisation fédérale qui dépend de la participation et de la coopération des représentants de comités nationaux qui risquent d'opérer de manière très différente, une rigidité et un manque de souplesse qui peuvent devenir nuisibles à son efficacité. « Il est rare, déclare-t-il, qu'on débâte des courants les plus importants de la recherche actuelle, et ce n'est que rarement qu'on donne la parole aux plus jeunes, à ceux qui sont souvent les chercheurs les plus novateurs ». Reprenant presque mot pour mot un des thèmes chers aux *Annales historiques de la Révolution française* de 1923, il insiste sur le fait que le bon déroulement des débats exige un choix de sujets de discussion plus large, plus réfléchi pour mieux correspondre aux intérêts de la communauté historique, une autodiscipline respectée par tous les intervenants - surtout ceux des séances plénières - et une sélection beaucoup plus soignée des présidents des séances pour garantir une discussion plus vive. Lui aussi, il s'interroge sur l'aspect cérémoniel de tous les grands congrès internationaux. « La séance d'ouverture mérite une attention spéciale », dit-il ; « Jusqu'à présent on s'est trop souvent servi de cette séance pour se féliciter les uns les autres, au lieu de pousser plus loin la connaissance du sujet »⁴. Il parle en tant qu'historien, impatient de faire avancer sa discipline. Albert Mathiez lui-même aurait exprimé le même sentiment, la même impatience scientifique.
- 8 Mais revenons un instant aux années vingt et aux débuts du mouvement. L'accueil réservé par Mathiez au premier congrès du nouveau CISH, tenu en 1926 à Oslo, avait été, à vrai dire, sec, sinon franchement hostile. Après Bruxelles, chaque pays avait établi un

comité national pour préparer sa contribution et esquisser son programme, et le Comité français s'était dûment réuni le 9 mai pour établir son projet pour Oslo. Parmi les membres de ce comité il est peut-être significatif que le seul spécialiste de la Révolution française fût Michel Lhéritier, « outsider » pour les robespierristes, historien de Vergniaud et des Girondins, et cela à un moment où, à en juger des articles publiés dans les *AHRF*, la Société restait fascinée par la personne de Robespierre et éblouie par son importance sur la scène nationale. D'ailleurs, les robespierristes - eux-mêmes carrément à gauche - n'avaient aucune raison de considérer avec faveur la composition du comité français qui fut constitué par les représentants des grandes sociétés historiques, les délégués des fédérations régionales des sociétés savantes, et ceux des groupes universitaires d'historiens - autrement dit, par des intérêts établis et peu portés à offrir leur soutien à une société radicale et légèrement en marge des intérêts constitués⁵. Surtout, Mathiez se méfia de la position privilégiée de son compatriote Lhéritier dans le secrétariat du Comité international, et dans son rapport sur le congrès d'Oslo, son ton est carrément hostile au secrétaire national. Pour lui, sur le plan administratif, « des choses étonnantes se sont passées » au cours du congrès, qui lui semblent inexcusables. Il continue ainsi :

« Il faudra qu'on s'explique une bonne fois sur le cumul de fonctions incompatibles comme celles de secrétaire national et de secrétaire international qu'exerce M. Lhéritier, sur la création d'une section de l'Enseignement de l'histoire, porte ouverte à la politique, sur l'invitation officielle adressée à la Papauté ».

- 9 Ces initiatives l'inquiètent quant à l'orientation que prend le CISH. En particulier :

« Il faudra que l'on sache si les savants entendent céder la place aux pédagogues, si les comités nationaux acceptent la dictature du comité international, ou plutôt de son secrétaire, si l'intervention officieuse ou officielle des gouvernements continuera »⁶.

- 10 Si d'un côté Mathiez semble personnaliser ses problèmes avec le CISH - il ne cache pas son animosité envers Michel Lhéritier - il garde aussi des soupçons plus profonds sur les buts et sur le caractère politique du nouvel organisme. Il note, par exemple, qu'en mai 1926, quand le comité international se réunit à Genève pour préparer le congrès d'Oslo, les Soviétiques ne pouvaient pas y assister, regrettant « de ne pouvoir se faire représenter sur le territoire helvétique »⁷.
- 11 Mais c'est la structure des séances et ce qu'il regarde comme un manque de sérieux dans les débats qui sont les cibles préférées de Mathiez. Car, même si de temps en temps on peut lui imputer des traces d'un esprit de clocher - le constat, par exemple, que l'histoire de la Révolution n'est pas suffisamment représentée, ou la déploration réitérée que les présidents des séances dans lesquelles interviennent des Français ne sont pas toujours des francophones, donc, à ses yeux, non « compétents » pour assurer la présidence -, pour lui, l'essentiel est la science elle-même, et sa conception selon laquelle la forme adoptée par le CISH avec ses blocs de représentation nationale ne sert pas bien l'interprétation et l'analyse de l'histoire. Il y avait à Oslo, dit-il, trop de communications, trop de « petits morceaux », trop d'interventions et pas suffisamment de réflexion. Et cela, c'est la faute à l'organisation. Par contre, Mathiez note avec une approbation évidente la qualité de certains débats et la centralité de la Révolution française, à l'occasion d'une autre réunion internationale, le Congrès d'historiens marxistes tenu en 1928 à Moscou. Cette fois, assure-t-il, on a eu le temps de réfléchir, et Mathiez ne peut pas résister à attirer l'attention de ses lecteurs sur le contraste entre les deux événements. À Moscou, dans la section d'histoire moderne et contemporaine, on a écouté huit communications en cinq

jours, et « on y a travaillé avec moins de précipitation qu'au Congrès d'Oslo ». D'ailleurs, il note qu'à Moscou la majorité des communications sont nourries par des sources d'archives, et non par des considérations politiques. « On remarquera », dit-il avec une approbation évidente, « que le plus grand nombre des communications concernaient la Révolution Française et avaient exigé des recherches d'archives dans les dépôts parisiens »⁸.

- 12 Cela dit, les robespierristes ne boycottèrent pas les congrès internationaux, loin de là, et il aurait été difficile de se plaindre que la Révolution fût sous-représentée dans le programme. À Bruxelles en 1923, par exemple, la « chronique » publiée dans *Révolution française* énumère une dizaine d'exposés sur divers aspects de l'histoire révolutionnaire, y compris des communications de Marion, Aulard, Sagnac, et de Mathiez lui-même. La principale critique porte sur le fait que la présence de la Révolution dans le programme n'était pas autonome, qu'elle ne jouissait pas, comme en France, d'un espace à part, et qu'elle avait été morcelée entre plusieurs groupes - histoire économique, histoire moderne, histoire contemporaine, histoire du droit médiéval et moderne, et même, pour la contribution de Bernard Fay, histoire du continent américain - et que, par conséquent, son impact s'était perdu⁹. Cette tendance allait persister, d'ailleurs, dans les premiers congrès tenus sous l'égide du CISH, quand les commissions internes affiliées eurent chacune leurs débats, dans lesquelles cependant la Révolution française ne figurait pas comme sujet à part. Par contre, les années trente représentèrent pour le CISH une période d'expansion globale, répondant à l'appel d'Henri Pirenne en 1926 quand il exprima l'espoir que le comité serait reconnu comme « l'Internationale des historiens »¹⁰. Cela eut lieu en dépit du contexte politique délicat en Europe elle-même, peu encourageant pour les collaborations internationales. Si à Oslo la part de l'Europe était toujours prépondérante, cette prépondérance n'allait pas perdurer. L'Europe passe vite de la majorité à la minorité dans le mouvement. C'est en 1928 que sont admis les premiers pays de l'Amérique latine, le Chili et l'Uruguay ; en 1929 le Canada ; en 1931 l'Égypte et l'Inde ; en 1933 l'Indochine ; en 1935 l'Argentine et le Mexique. En 1935, également, l'URSS est admise au CISH, puis la Chine en 1938. Petit à petit, l'organisation acquiert une mission globale, avec quarante-quatre membres à la veille de la Seconde Guerre mondiale, dont quatorze extra-européens¹¹. Avec une telle expansion, bien évidemment la France et les robespierristes devaient s'acclimater à un rôle visiblement réduit pour leurs priorités scientifiques ; la part de chaque pays ne pouvait que s'atténuer. Mais il y avait également d'autres dangers avec une expansion de cette envergure, essentiellement la complexité bureaucratique et diplomatique qu'elle devait engendrer. On fut menacé d'être inondé d'histoires diverses. D'ailleurs, aucune disposition n'avait été prise pour décourager les communications individuelles, ce qui risquait d'augmenter « la dispersion, l'échantillonnage, et le trop peu d'intérêt » de beaucoup de ces communications, comme en 1934 Halvdan Koht - le Norvégien qui avait été le premier président du CISH dans les années 1920¹² - en donna l'avertissement. Il reprit à sa propre manière les diverses mises en garde d'Albert Mathiez une décennie plus tôt. « Un congrès », dit Koht, non sans une certaine alarme, doit être une réunion de chercheurs ; et il « ne doit pas être considéré comme une exposition universelle »¹³.
- 13 Le CISH tel qu'il était avant la deuxième guerre mondiale ne semble pas avoir beaucoup séduit les robespierristes : par exemple, il est peu mentionné dans les *AHRF*, et on trouve même peu de publicité pour les congrès tenus à Varsovie en 1933 ou à Zurich en 1938. Et si on y lut des communications sur des thèmes révolutionnaires - à Varsovie, par

exemple, sur les pertes des armées françaises dans les guerres de la Révolution et de l'Empire, communication d'Albert Meynier¹⁴, et à Zurich sur l'abolition de l'esclavage dans la colonie de Saint-Domingue, les émigrés français dans la principauté de Neuchâtel, ou les liens entre la Révolution française et l'indépendance hellénique¹⁵ - il y a peu de signes qu'il y ait eu une forte participation des membres de la Société. Par contre, à partir de 1945, elle montra un intérêt beaucoup plus développé pour le mouvement international qui adopta pendant cette période une politique de dialogue entre les historiens de l'Occident et ceux des pays de l'Est, avec lesquels les robespierristes avaient déjà établi quelques relations privilégiées. Le fait que le congrès de 1950 eut lieu à Paris a pu contribuer à cette tendance au rapprochement. Parmi les séances sur l'histoire politique, on note, par exemple, une communication de Georges Lefebvre sur la pensée de Babeuf, dans laquelle il conclut que « chez Babeuf il n'est pas douteux, d'après sa correspondance avec Dubois de Fosseux, que l'idée communiste prit naissance au cours de ses lectures »¹⁶. Il est aussi à noter, surtout par les spécialistes de l'historiographie, que c'est dans le cadre de ce congrès que Lefebvre débattit du caractère et des origines de la Révolution avec un certain Alfred Cobban, débat qui ne manquait pas de signification dans l'historiographie de l'après-guerre¹⁷. Cinq ans plus tard, à Rome, c'est Ernest Labrousse qui offre son interprétation d'une question plus universelle, mais au cœur de laquelle est la Révolution française : « Voies nouvelles vers une histoire de la bourgeoisie occidentale, 1700-1850 »¹⁸.

¹⁴ L'initiative la plus importante de ces années d'après-guerre fut, bien sûr, celle que prirent Ernest Labrousse, Jacques Godechot, Albert Soboul, Walter Markov et d'autres pour créer une Commission internationale de l'histoire de la Révolution Française, affiliée au CISH, proposition faite pour la première fois au Congrès de Stockholm en 1960. Mais dans l'instant, elle ne reçut pas l'accueil d'une affiliation officielle au CISH. Par contre, les robespierristes continuèrent à participer en force aux congrès internationaux suivants où ils contribuèrent à des séances mémorables : par exemple, à Stockholm en 1960, on tint une séance sur Babeuf et Buonarroti ; à Vienne en 1965 sur Robespierre, et à Moscou en 1970 sur « Patriotisme, nation, nationalisme pendant la Révolution ». En effet, les robespierristes faisaient un effort considérable pendant ces années de « traversée du désert ». À Vienne, par exemple, fut proposée une séance plénière sur « le bilan du monde en 1815 », avec Marcel Reinhard parlant du bilan démographique, Ernest Labrousse de la croissance dans la guerre, Jacques Godechot du bilan politique et institutionnel, Louis Trénard du bilan idéologique ; et Albert Soboul offrant ce qu'il appela « une esquisse d'un bilan social ». Et à Moscou, un des thèmes principaux fut celui des mouvements sociaux paysans, avec notamment la présentation, par une équipe internationale de chercheurs, des résultats d'une « enquête sur les mouvements paysans dans le monde contemporain » ; les rapporteurs en étaient Ernest Labrousse, Pierre Vilar, Philippe Vigier, Pierre Barral, Jacques Droz¹⁹, et, pour la première section sur les mouvements paysans contre la féodalité, Albert Soboul²⁰. Grâce aux efforts de ces membres de la Société, déterminés à pousser le CISH à reconnaître l'importance centrale de la Révolution française dans la construction du monde contemporain, la question de former une commission officielle du CISH resterait obstinément sur la table, défi quasi-permanent aux organisateurs des congrès et aux commissions nationales qui dirigent le mouvement.

¹⁵ Ce n'est qu'en 1975, au congrès, symboliquement tenu à San Francisco, en dehors de l'Europe pour la première fois, que le CISH donne finalement son accord et vote

l'admission de la Commission internationale de l'histoire de la Révolution française avec le statut de commission interne. À San Francisco, elle tint encore sa propre séance, consacrée au sujet « La Révolution et l'égalité ». La décision en sa faveur étant maintenant prise, cinq ans plus tard, en 1980, la nouvelle commission fut officiellement instituée au Congrès de Bucarest²¹. Elle célébra cette réussite en tenant un colloque sur « La Révolution et la propriété », dont elle vit publier les communications - pour la première fois, d'ailleurs - dans les actes officiels qui seraient publiés à Bucarest l'année suivante²². Cela peut sembler une victoire modeste par rapport aux autres, mais ce fut une victoire quand même, qu'on doit au travail persévérant des membres les plus distingués parmi les robespierristes - comme Labrousse, Godechot et Soboul - qui avaient longtemps lutté pour l'inclusion dans le CISH - et donc sur la scène internationale - d'une commission dédiée à l'étude et la diffusion de la recherche sur la Révolution française. Pour eux, et plus généralement pour la Société, l'invitation du CISH avait une importance réelle autant que symbolique, car elle donnait du poids à leurs revendications pour la place centrale de la Révolution dans l'histoire du monde moderne, et elle serait l'occasion d'une prolifération de débats et de délibérations avec les spécialistes d'autres pays, et surtout ceux de l'Est.

- 16 Les liens étroits qui existaient entre cette première commission et la Société des robespierristes sont heureusement restés en place ces dernières années. Les noms des dirigeants de la nouvelle commission le prouvent : le premier président, élu à Bucarest, fut Jacques Godechot, le secrétaire général Albert Soboul, les vice-présidents Kohachiro Takahashi et Walter Markov, les présidents d'honneur Labrousse, Manfred et Palmer²³. Et dans les années suivantes on continue à noter une participation active robespierriste dans les affaires du CISH, grâce à des personnalités telles que Jean-René Suratteau et Armando Saïtta. Tous étaient des hommes de gauche, et pendant ces années, on fit ce qu'on pouvait pour encourager une ouverture vers les universitaires de l'Union soviétique et des pays de l'Est. Tous aussi étaient inscrits à la Société des études robespierristes, tradition qui persiste sans interruption jusqu'à nos jours. En 1985, au congrès de Stuttgart, Michel Vovelle succède donc à Jacques Godechot à la présidence et va garantir la visibilité et l'activité intellectuelle de la commission à travers quatre congrès successifs - ceux de Stuttgart (1985), Madrid (1990), Montréal (1995) et Oslo (2000). En particulier, il a l'inspiration d'associer l'œuvre de la commission avec une des grandes entreprises intellectuelles vraiment internationales de ces années-là, le Congrès mondial pour le Bicentenaire de la Révolution, présidé par Michel Vovelle et tenu en Sorbonne en 1989²⁴. C'est un bel exemple - sans doute le plus beau et le plus réussi - de la coopération qui existe et qui a toujours existé entre l'Institut d'histoire de la Révolution française à la Sorbonne, la Société des études robespierristes et la Commission, et de l'esprit missionnaire de la Société dans ce domaine, au moins au cours des trente dernières années. C'est durant la présidence de Michel Vovelle, également, que fut soumise au CISH la proposition de reclasser la Commission, autrefois commission interne, au statut transitoire, en organisme international affilié au CISH, mesure qui lui donna plus de sécurité et une position moins fragile. Ce changement fut décidé par l'assemblée générale à l'occasion du congrès de 2000, tenu, comme le premier plus de quatre-vingts ans avant, à Oslo, et le résultat est que la Commission figure maintenant parmi les vingt-neuf organismes internationaux affiliés au CISH, avec l'obligation de lui payer une cotisation annuelle et la responsabilité de « réaliser des projets scientifiques ou d'organiser des manifestations scientifiques ponctuelles » (je cite ici l'article 2 des statuts du CISH). En tant que bénéficiaires de cette activité et de ces efforts - et ici je sais que je parle également pour mon prédécesseur, Anna Maria Rao, ainsi que pour le bureau actuel

de la Commission - nous ne pouvons que remercier la Société pour son soutien et sa collaboration.

- 17 Le niveau de coopération et d'interaction entre la Société et la Commission a toujours été des plus forts, et les liens entre les deux assez serrés. Il est sûrement significatif que, pendant toute la période des années soixante et soixante-dix, quand les historiens de la Révolution n'avaient aucune affiliation officielle avec le CISH, les colloques et les sessions qu'ils tenaient tous les cinq ans dans le cadre de chaque congrès continuèrent à être publiés en dehors des actes officiels. Et par qui ? Le colloque sur Babeuf et Buonarroti, en 1961, par la Société des études robespierristes ; les actes du colloque de Moscou, en 1973 par ces mêmes robespierristes²⁵ ; des articles sur les Droits de l'homme, fruit du colloque de San Francisco, dans les *Annales historiques de la Révolution française* en 1977 et 1978. Et des papiers émanant de colloques plus récents, quand les volumes officiels ne publiaient plus les actes des commissions du CISH, se retrouvent assez souvent dans les pages des *AHRF*. De même, les bulletins de la Commission sont à découvrir dans les pages de la même revue²⁶.
- 18 Où en sommes-nous donc aujourd'hui, au début d'un nouveau millénaire et après cent ans de luttes de la part de la Société des études robespierristes pour faire avancer les travaux sur la Révolution française et pour faire reconnaître par d'autres sa position critique dans l'histoire et dans l'historiographie ? Les relations entre la Commission du CISH et la Société des études robespierristes restent fortes et chaleureuses, heureusement, avec toujours une représentation substantielle de robespierristes parmi les membres du bureau de la Commission. Et même si la Commission est de nos jours plus clairement internationale, donc moins française, dans son optique et un peu moins francophone dans sa composition qu'il y a trente ans - comme l'exigent d'ailleurs les obligations que lui impose le CISH - les missions des deux associations sont complémentaires, essentiellement la promotion de la recherche sur l'ère de la Révolution française dans le monde. Le rôle de la Société des études robespierristes dans l'œuvre de la Commission reste donc d'une importance cruciale. Tout comme en 1975, quand la nouvelle commission interne dut se justifier devant le CISH, il importe à la Commission d'aujourd'hui, dans ses rapports et comptes rendus, de citer l'œuvre de la Société, ses colloques et journées d'études à la Sorbonne, ses nombreuses publications, et, bien évidemment, les *AHRF* elles-mêmes. Parce que, aujourd'hui comme en 1975, les recherches sur la période dépendent étroitement des robespierristes et de leurs « efforts - et je cite ici un des bulletins du CISH - pour contribuer à mettre au jour des connaissances nouvelles concernant la Révolution française et ses prolongements en France et à l'étranger »²⁷. C'est aussi, en Europe et au-delà, notre ambition comme commission du CISH, dans un monde en voie de développement rapide où la mission du CISH est plus que jamais de relier les historiens des pays différents et de construire des ponts (peut-être plus Nord-Sud qu'Est-Ouest de nos jours), et il n'est que logique que nos efforts missionnaires soient conduits dans un esprit de collaboration et de fraternité.

NOTES

1. Karl Dietrich Erdmann, « Genèse et débuts du Comité international des sciences historiques, fondé le 15 mai 1926 », *Bulletin d'information du Comité international des Sciences historiques*, 13, 1986, p. 9.
2. « Cinquante ans d'histoire du Comité international des Sciences Humaines », *Bulletin d'information...*, *op. cit.*, 10, 1976, p. 6-7.
3. « Chronique », *Révolution Française*, 15, 1923, p. 262-263.
4. « A Note from the President and Senior Vice-President on the State and Future of CISH, September 1991 », *Bulletin d'information...*, *op. cit.*, 1992, p. 19-20.
5. *AHRF*, 3, 1926, p. 411-412.
6. *Ibidem*, 5, 1928, p. 598.
7. *Ibid.*, 3, 1926, p. 411.
8. *Ibid.*, 6, 1929, p. 213-214.
9. « Chronique », *Révolution Française*, 15, 1923, p. 263.
10. « Cinquante ans d'histoire du Comité international des sciences humaines », *Bulletin d'information...*, *op. cit.*, 10, 1976, p. 6.
11. *Ibid.*, p. 8-9.
12. Waldo G. Leland, « Troisième partie sur l'histoire du CISH : les Congrès internationaux d'histoire du 19e et 20e siècle », *Bulletin d'information...*, *op. cit.*, 1992, p. 148.
13. *Ibid.*, p. 12.
14. Albert Meynier, « Les pertes des armées françaises pendant les guerres de la Révolution et de l'Empire, 1792-1815 », *7e Congrès international des sciences historiques - Résumés des communications*, Varsovie, 1933, p. 370-373.
15. Communications de Yvonne Bézard, Apostolos Daskalakis et Blanche Maurel, *Actes du 8e Congrès international des sciences historiques*, Zurich, 1938, p. 171-177, 178-83.
16. « Rapport de Monsieur G. Lefebvre », *9e Congrès international des sciences historiques - I : Rapports*, Paris, 1950, p. 561-571.
17. *Ibid.*, *9e Congrès international des sciences historiques - II : Actes*, Paris, 1950, p. 237-243.
18. Ernest Labrousse, « Voies nouvelles vers une histoire de la bourgeoisie occidentale, 1700-1850 », cité dans le rapport de Jacques Godechot, « Le 10e Congrès international des sciences historiques », *AHRF*, 28, 1956, p. 104-105.
19. *12e Congrès international des sciences historiques - Rapports*, Vienne, 1965, p. 451-573.
20. *13e Congrès international des sciences historiques*, « Enquête sur les mouvements paysans dans le monde contemporain, de la fin du 18e siècle à nos jours » - *Rapport général*, Moscou, 1970, p. 1-107.
21. Anna-Maria Rao, « Bulletin de la Commission internationale d'histoire de la Révolution Française », *AHRF*, 2003, p. 227.
22. « La Révolution et la propriété », Actes du colloque de Bucarest des 11-12 août 1980, dans *15e Congrès international des sciences historiques - Actes*, Bucarest, 1980, vol. IV, 2e partie, p. 1171-1248.
23. *Bulletin d'information...*, *op. cit.*, 10, 1976, p. 109-110.
24. Michel Vovelle (dir.), *L'image de la Révolution Française*, 4 vols., Paris, 1989.
25. Babeuf (1760-1797), Buonarroti (1761-1837), Paris, 1961 ; *Patriotisme et nationalisme en Europe à l'époque de la Révolution française et Napoléon*, Paris, 1973. Les actes du colloque Robespierre (Vienne, 1965), furent publiés à leur tour dans la Bibliothèque d'histoire révolutionnaire, Paris, 1967.
26. Par exemple, celui d'Anna Maria Rao de 2000, dans *AHRF*, 2003, p. 226-236.

27. *Bulletin d'information...*, op. cit., 10, 1976, p. 111.

RÉSUMÉS

Cet article évoque les rapports vacillants entre la Société des études robespierristes, fondée il y a cent ans, et le Comité International des sciences historiques, créé dans les années 1920 après la fin de la Grande Guerre. Le CISH considérait sa tâche comme un effort missionnaire dans une Europe fracturée par les divisions politiques et idéologiques, et de plus en plus en proie à la violence et à l'intolérance. Comment les Robespierristes devaient-ils y répondre ? L'examen des pages des *Annales historiques de la Révolution française* ainsi que des *Bulletins* du CISH suggère que les rapports ne furent pas toujours très chaleureux, même si, dès les tout débuts, ceux qui contribuaient aux colloques du CISH étaient assez souvent eux-mêmes robespierristes. Pendant de longues années - après 1940 surtout - les historiens de la Révolution ne figurèrent pas beaucoup au sein du CISH, mais à partir de 1960 on fit un nouvel effort pour créer une Commission internationale affiliée, effort qui réussit finalement en 1975 à San Francisco. Depuis, cette commission s'est beaucoup développée, mais sans jamais perdre ses liens étroits avec la Société.

This article traces the fluctuating relations that have existed between the société des études Robespierristes, which is now celebrating its centenary, with the younger International Committee of Historical Sciences, created in the years after 1920 against the backdrop of a historical, community still broken and divided by the First World War and its aftermath. The Committee saw itself as having a missionary function and sought to bring together historians of countries divided by politics and ideology. How should the Robespierristes respond? The evidence of the pages of the AHRF and those of successive Bulletins of the Committee suggest that relations were often strained, even though the historians who contributed on revolutionary themes to the work of the World Historical Congresses were often themselves members of the Society. During a lengthy period - especially after 1940 - historians of the revolution appeared less frequently at these Congresses, until, from around 1960, they made a renewed effort to seek affiliation. This proved a lengthy frustrating experience, until in 1975, at San Francisco, an affiliated commission on the French Revolution was admitted. Since then that Commission has considerably evolved, without losing its close association with the Society.

INDEX

Mots-clés : robespierristes, CISH, internationalisme, commission internationale, rivalités

AUTEUR

ALAN FORREST

Université de York Department of History, University of York Heslington, York YO10 5DD, UK
aif1@york.ac.uk